

corruption touchant plus de 20 000 personnes. Parmi les mesures prises, mentionnons la prestation de conseils, l'aiguillage des cas vers d'autres organisations ou la défense directe en vue de leur règlement. En République démocratique du Congo, par exemple, Transparency International a défendu avec succès le versement à 450 veuves et orphelins de pensions alimentaires qui avaient été retenues pendant un an.

En 2016-2017, avec l'appui d'Affaires mondiales Canada, Equitas a amélioré l'accès à la justice et la prévention de la torture en formant 126 défenseurs des droits de la personne provenant de 50 pays. Equitas est une ONG qui fait la promotion de l'égalité, de la justice sociale et du respect de la dignité humaine au moyen de l'éducation. Elle a aussi les réalisés les interventions suivantes :

- prestation d'aide juridique à 656 personnes en République démocratique du Congo;
- organisation de trois tables rondes de la justice en République démocratique du Congo, atteignant 88 juges;
- évaluations des besoins de trois pays pour la prévention de la torture (République démocratique du Congo, Cameroun et Burkina Faso);
- soutien à un message radio de quatre semaines rejoignant 2 millions d'auditeurs et portant sur des enjeux relatifs aux droits de la personne.

Depuis décembre 2016, le Canada a contribué à la Mission d'appui à la lutte contre la corruption et l'impunité au Honduras qui a été mise sur pied par l'Organisation des États américains. La Mission travaille de concert avec certains intervenants clés du gouvernement et de la société civile à la création d'un cadre juridique et au renforcement des institutions de lutte contre la corruption. Elle a participé à d'importants travaux d'investigation pour mettre à jour et démanteler les réseaux de corruption. Beaucoup considèrent qu'en s'efforçant d'améliorer l'état de droit et la gouvernance, la mission change la donne au Honduras.



Pays - Honduras © Brian Atkinson

En 2016-2017, le Canada a soutenu l'expansion du système d'aide juridique de l'Ukraine par l'ajout de 500 bureaux juridiques locaux dans l'ensemble du pays. Ces bureaux offrent des services gratuits d'aide juridique, y compris aux citoyens les plus marginalisés et vulnérables. Cette mesure accroît la protection de leurs droits et améliore leur accès à la justice. En 2016-2017, plus de 387 000 clients ont bénéficié de l'aide juridique sur des questions civiles et administratives.

En Cisjordanie et à Gaza, le Canada a participé à la construction et à l'aménagement d'un nouveau palais de justice. Cette démarche a permis d'améliorer l'accès des Palestiniens à la justice. L'ensemble des activités et procédures judiciaires a débuté en novembre 2016.

PARTICIPATION ET INCLUSION

Tout le monde doit pouvoir participer aux institutions, processus, choix de politiques publiques, décisions, allocations de ressources et prestations de services, tant formels qu'informels. Cela signifie qu'il faut inclure les voix et intérêts des plus marginalisés. Cette participation et cette inclusion sont essentielles pour le développement durable. Le Canada appuie les institutions et processus électoraux, ainsi que l'éducation et l'engagement civiques, tout au long du cycle électoral.

Le Canada appuie également la participation des femmes à la sphère publique. La pleine participation des femmes et des filles à la vie publique, au monde des affaires, à la société civile et au gouvernement se traduit par une amélioration des processus décisionnels. Elle améliore la qualité de vie de tous les citoyens.

En Afrique subsaharienne, le Canada a fermement soutenu la consolidation de la démocratie et les valeurs de gouvernance inclusive et responsable. Il a aussi fortement appuyé le pluralisme pacifique ainsi que le respect de la diversité et des droits de la personne. Par exemple, le Canada verse 5 millions de dollars à la Commission de l'Union africaine en contribution à ses efforts de renforcement des capacités et aux principales priorités mutuelles. Font partie de ces priorités l'égalité hommes-femmes et la gouvernance inclusive.

Depuis 2013, pour renforcer la Commission électorale du Pakistan, le Canada y soutient la Fondation internationale pour les systèmes électoraux. Grâce à cette aide, plus de 1 800 employés permanents ont reçu une formation. C'est ainsi que la Commission a pu s'investir dans les réalisations suivantes :

- assurer la formation de plus de 450 000 agents électoraux;
- ajouter environ 1,2 million de nouveaux électeurs sur les listes électorales;
- inscrire près de 5 900 personnes handicapées (dont plus de 2 800 femmes).